

Élections municipales à Nice
LES 15 ET 22 MARS 2020

VIVA!

DÉMOCRATIE
ÉCOLOGIE
SOLIDARITÉ

PROGRAMME

NICE, VILLE D'HOSPITALITÉ

On nous demande souvent ce que l'on pense du bilan de Christian Estrosi.

La liste ViVA! pose un premier principe simple : tant que nous verrons à Nice des enfants dormir à la rue ou des personnes âgées contraintes de faire les poubelles pour se nourrir, nous ne pourrons pas considérer que le bilan d'une municipalité soit positif.

Si vous appelez la Ville de Nice car une jeune demandeuse d'asile et ses deux enfants dorment à la rue depuis plusieurs nuits, on vous répond d'appeler le 115. Si vous appelez le 115 on vous demande immédiatement l'âge des enfants : dans les Alpes-Maritimes les enfants de plus d'un an ne sont pas prioritaires. On estime qu'ils ne sont pas en danger et peuvent dormir dehors, alors que dans la majorité des autres départements les enfants sont automatiquement pris en charge jusqu'à trois ans, et si les foyers sont pleins on prend une chambre d'hôtel meublé pour la famille. Mais pas dans les Alpes-Maritimes. Et, bien souvent, quand des familles sont hébergées parce qu'elles ont un enfant de moins d'un an, on les met à la rue la semaine suivant le 1^{er} anniversaire du bébé. Et il en va de même pour les femmes enceintes à la rue : on ne les prend qu'à partir du 7^{ème} mois de grossesse alors elles sont accueillies ailleurs dès leur 4^{ème} mois de grossesse.

Quelle est cette ville où l'on considère qu'une jeune fille enceinte de six mois ou qu'un bébé d'un an et demi ne sont pas vulnérables et peuvent dormir à la rue ?

Bien évidemment, la municipalité sortante se défaussera sur les prérogatives légales de l'Etat et sur la compétence du Conseil Départemental. Mais d'autres villes en France assurent, elles, davantage de solidarité et pallient aux carences par un maillage serré de dispositifs autrement plus denses et plus efficaces que l'organisation niçoise de l'action sociale.

Nous posons un second principe d'action : quand bien même il faut pousser chaque partenaire institutionnel à jouer son rôle et assumer pleinement ses prérogatives, la Ville de Nice mènera une action volontariste pour garantir des conditions de vie dignes pour toutes et tous.

Mais la Ville de Nice ne se défausse pas que sur ses partenaires, elle ne s'en remet pas seulement au dévouement de ses travailleurs sociaux qu'elle pressurise sans cesse en leur laissant de moins en moins de champs d'action, elle laisse également les associations et les citoyens solidaires pallier son indifférence.

Nous posons un troisième principe d'action : si le soutien aux associations est indispensable et sera maintenu avec une planification dans la durée, la Ville de Nice cessera de se défausser sur le travail des associations et mettra en œuvre une véritable politique municipale de solidarité et d'hospitalité.

En effet, le dévouement des travailleurs sociaux ne parvient à pas pallier le manque criant d'équipements de solidarité et de première nécessité. Et, lorsque l'on parle de conditions de vies dignes, cela passe en premier lieu par l'hébergement d'urgence.

Les places d'hébergement d'urgence sont largement insuffisantes. Il y a à Nice, 5ème ville de France, 80 places municipales d'hébergement d'urgence pour hommes, nous les doublerons. Il n'y a que 19 places réservées aux femmes ! C'est dérisoire et indigent quand l'on connaît les besoins et les risques de violences pour les femmes à la rue. Nous triplerons ce chiffre pour atteindre 60 places d'hébergement d'urgence pour femmes. Il n'y a pas de centre d'hébergement d'urgence pour les familles, nous en créerons un. Il n'y a pas de centre d'accueil spécifique pour les exilés alors que nous sommes si proches de la frontière, nous en créerons un également.

Mais l'on nous oppose systématiquement l'argument du manque de foncier disponible pour créer ces structures. Il n'y aurait donc, à Nice, pas de locaux ni de terrains disponibles pour répondre à l'urgence sociale. Quand il s'agit

de sécurité, tout est possible à Nice, mais, dès qu'il s'agit de social, soudain, la volonté, la détermination et les moyens financiers font défaut.

La liste Viva s'engage à restituer sa dimension sociale à l'ancien Hôpital Saint Roch, qui redeviendra un lieu de soin, de solidarité et d'hospitalité.

Nous avons déjà le plus grand nombre de policiers municipaux et le plus grand nombre de caméras de vidéosurveillance par habitant, nous avons un budget sécurité largement supérieur à celui des villes semblables pour des résultats équivalents, nous n'avons pas besoin de dépenser 40 millions d'euros en trois ans pour un grand centre de sécurité ! Nous allons utiliser ces 40 millions prévus pour répondre à l'urgence sociale. Nous casserons la convention passée avec le gouvernement et nous utiliserons les 30 000 m² de l'hôpital, qui avait une capacité de 218 lits en 2014, pour accueillir et prendre soin.

Nous créerons également une aire de grand passage pour les gens du voyage et nous développerons un accompagnement social spécifique à leur attention.

Mais, lorsque l'on parle de conditions minimales d'existence, avec l'hébergement, vient la question de l'hygiène. Les conditions de vie et d'hygiène dans les rues de Nice pour les sans-abris sont indignes : ni toilettes, ni douches gratuites.

Nous rétablirons des toilettes et des douches publiques fixes et gratuites dans tous les quartiers de la ville !

On ne peut garantir des conditions dignes sans nourriture et sans eau. Faut-il rappeler que nous avons dû mener bataille pour que l'accès à l'eau potable soit rétablie sur la place du Pin car la mairie avait trouvé couper l'eau pour chasser les SDF ?

Nous garantirons l'accès gratuit à l'eau potable pour toutes et tous, nous organiserons des maraudes municipales en complément des maraudes associatives pour un maillage complet du territoire et nous créerons des épiceries sociales municipales.

La dignité passe également par le respect de la personne, la non-discrimination et le respect des biens et des droits. Car, non contente de laisser les sans-abris dans des conditions indigentes, la Ville de Nice mène une politique

discriminatoire à leur encontre en prenant chaque année des arrêtées anti-mendicité en période estivale, tout aussi injustes qu'inefficaces. Il installe du mobilier urbain anti-SDF : accoudoirs sur les bancs publics pour empêcher et revêtement de galets pour empêcher de s'allonger, espaces publics clos et grillagés.

Nous mettrons fin aux politiques de stigmatisation et de ségrégation : fin des arrêtés et du mobilier urbain anti-SDF.

Nous faciliterons l'inclusion des sans-abris par un véritable accompagnement municipal à la domiciliation, la préservation des biens et des données personnelles et de respects des droits individuels.

Nous permettrons au sans-abri d'exercer leur citoyenneté et leur droit de vote et de participation aux nouvelles instances démocratiques que nous créerons.

Mireille Damiano, notre tête de liste, et la liste Viva font d'ailleurs partie des premiers signataires de la charte de la Fondation Abbé Pierre pour des villes d'hospitalité et les droits des sans-abris.

Dès que l'on souhaite mettre en place une véritable politique sociale, après l'argument du foncier non disponible, on nous objecte immédiatement qu'il n'y a pas d'argent pour cela. Or, après douze années de mandat, force est de constater que l'action sociale est le véritable parent pauvre de la politique menée à Nice. Et cet abandon de la politique sociale est flagrant dès que l'on regarde le budget de la Ville de Nice.

Dans le budget primitif 2020, en investissement, quand la sécurité rafle 21 M€, l'action sociale cumulée à la politique de la ville ne plafonne qu'à 8 M€. En fonctionnement, quand la sécurité atteint 72 M€ l'action sociale n'a que 25 M€.

Et que dire des dépenses d'événementiel et de communication de la Ville qui vont s'élever à 22 M€ en 2020 ? Et que dire du financement du grand prix de formule 1 du Castellet à hauteur de 6 M€ ?

À titre d'exemple, 6 M€, c'est le coût de construction d'un centre d'hébergement et d'accompagnement social.

Nous posons un quatrième principe : le gel des dépenses non indispensables tant que les réponses à l'urgence sociale ne sont pas garanties. C'est cela, faire du social une véritable priorité. Ces quatre principes d'action et l'ensemble de ces mesures concrètes concourent à garantir des conditions de vie dignes pour toutes et tous.

Nous refusons toute concurrence dans la misère entre « nos » SDF et les exilés qui arrivent et cherchent un refuge. Nous voulons faire de Nice une ville d'hospitalité, qui sache tout autant prendre soin de ceux d'ici qu'accueillir ceux qui arrivent. Nous ferons de Nice une ville solidaire qui sache combattre la pauvreté sans stigmatiser les pauvres.

Synthèse de nos propositions :

Nice, ville d'hospitalière : des conditions de vie dignes pour toutes et tous.

L'inclusion

- Nous mettrons fin aux politiques de stigmatisation et de ségrégation : fin des arrêtés et du mobilier urbain anti-SDF

L'hygiène

- Nous rétablirons des toilettes, des douches et lieux de change pour bébé publics et gratuits

L'alimentation

- Nous garantirons l'accès gratuit à l'eau potable pour toutes et tous
- Nous organiserons des maraudes municipales
- Nous créerons des épiceries sociales municipales

L'hébergement

- Nous créerons une aire de grand passage pour les gens du voyage et nous développerons un accompagnement social spécifique
- Nous doublerons les places d'hébergement d'urgence pour les hommes et triplerons celles réservées aux femmes.
- Nous créerons un centre d'hébergement d'urgence pour les familles.
- Nous créerons un centre d'hébergement dédié à l'accueil des exilés.

La solidarité : nous restituerons sa vocation sociale à l'ancien Hôpital Saint-Roch (centre d'hébergement d'urgence, EHPAD, espace intergénérationnel, Maison des femmes...).